

## RENCONTRE LE JEUDI 18 JUIN, 18H30

### **1°) SI LA NOTION DE « RÉPUBLIQUE » EST CE QUI PERMET DE SURVEILLER, D'HUMILIER ET DE PERSÉCUTER UNE PARTIE DE LA POPULATION, ALORS IL FAUT VITE CHANGER DE MODÈLE ET D'ÉNONCÉ !**

Le gouvernement et les partis politiques sont en train de constituer, discours après discours, mesures après mesures, la figure d'un « *ennemi intérieur* ». Cela se donne principalement au travers de la notion de « *vrais* » et « *faux français* », en lien avec la religion et les lieux d'habitation (notamment au travers de l'appellation « *jeunes de banlieues* »). Le consensus entre tous les partis est là-dessus très fort sur le fond, même si certains propos font apparaître quelques désaccords de forme.

Si on accepte cette proposition, si on adhère à l'existence d'un supposé ennemi intérieur, chacun est alors mis en demeure de dire où il se range, dans quel camp il se situe. La notion de « République » est ainsi utilisée pour dire quel est le bon camp et quels sont les habitants méritants de cette République.

Quand la notion de « République » est utilisée pour désigner une partie de la population comme « ennemie intérieure », c'est qu'elle sert de critère pour une appartenance identitaire. Alors il faut trouver autre chose pour s'identifier, pour donner sens au pays, pour que tout le monde soit pris en compte !

Quand un gouvernement n'est pas capable ou ne veut pas être un gouvernement de tous, il y a un vrai souci. Sarkozy avait ouvert à ce type d'Etat, en conflit perpétuel avec une partie des habitants humiliés et traités en ennemis, ce qui lui permettait de justifier que l'Etat pouvait se passer du peuple, qu'il était séparé de lui et n'avait aucun compte à rendre.

Hollande/Valls sont dans la même lignée, ils assurent cette continuité étatique. Les discours sur la République et sa transformation identitaire le leur permettent. Et se traduisent dans les faits par des actes et des lois, comme la dernière loi de surveillance, conséquence (grave) de ce consensus autour de « *l'ennemi intérieur* ».

### **2°) SUR QUOI FAIRE PORTER LES DIVISIONS ?**

Si on ne partage aucun principe qui prenne en compte tout le monde, qui parle pour tous, comment peut-on se retrouver, se reconnaître, travailler ensemble pour les habitants du pays, pour le respect des gens ? Aujourd'hui, c'est évident : les choses sont tendues, fracturées, il n'y a pas d'unité entre les gens. Se pose alors la question : « *Qu'est-ce qui doit diviser et mettre en tensions ?* ».

- Le fait que des habitants comptent moins que d'autres ? Que certains aient des droits refusés aux autres ? Une séparation entre « *vrais* » et « *faux* » français ? Est-ce l'identitaire -qu'il soit proposé à l'ancienne (raciale)- ou de manière plus soft, à la Républicaine (religion, communauté...)?
- Ou est-ce à partir d'une proposition tenable pour que le pays soit celui de tous ceux qui y vivent, c'est à dire pour faire en sorte que chaque habitant compte.

Il est significatif qu'un des points positifs qui sortait des manifs après les meurtres de Janvier, point que certains formulaient sous la forme « *On a mis trop d'habitants à l'écart, il faut s'inquiéter des questions de logement, de santé, de l'école dans les quartiers populaires pour que tous soient traités dignement* », il est significatif que ce point soit passé à la trappe une fois que le gouvernement a expliqué « *qu'on était en guerre* » et « *qu'une certaine population posait problème à la République* ».

**3°) IL EST NÉCESSAIRE DE FAIRE FACE À L'ABANDON DE TOUT PRINCIPE D'ÉGALITÉ ET À LA CORRUPTION DES ESPRITS QUE CELA ENTRAÎNE. D'AVOIR QUELQUES AFFIRMATIONS QUI PARLENT POUR TOUS, ET D'INVENTER LE « FAIRE » QUI PERMETTE DE LES TENIR.**

Il est fréquent d'entendre certains se lasser et se désespérer, par exemple dire : « *j'ai beau tout faire pour montrer qu'ici c'est mon pays, que je suis français(e), on me dit toujours que je n'en fais pas assez, que je ne suis pas un vrai français, alors je ne me sens pas d'ici, je ne me pense pas d'ici* ».

Il faut au contraire se dire que les choses ne sont pas jouées d'avance et se demander quoi faire pour que ce qui l'emporte soit : *la France est le pays de ceux qui l'habitent, où un habitant = un habitant.*

Ce qui est en jeu, c'est de redéfinir, à partir de situations précises, ce qu'est être français, ou plus exactement ce qu'est être du pays qui se nomme France. Est-ce une rente ? Un héritage ? Une affaire de sang, de lignée, de religion, de laïcité républicaine (nouvelle religion d'Etat) ***ou une affaire de principes qui parlent pour tous ?***

Par exemple, un ami dit : « *appelez moi partisan de la France, partisan d'un pays où chaque habitant compte* ». C'est à partir de nouvelles affirmations comme celle-là qu'il est possible et nécessaire de réfléchir et d'intervenir.

**Rencontre le jeudi 18 Juin, 18h30.**

Rue du Lieutenant Colonel Pelissier, Métro Capitole, Toulouse  
Espace DURANTI, salle au 3<sup>e</sup> étage

Dans le cadre des "***Rencontres pour penser l'Aujourd'hui***", proposées par "***CEUX QUI VEULENT LE PAYS POUR TOUS***".

Toulouse, le 25/05/2015

Site : [www.ouvriersgensdici.net](http://www.ouvriersgensdici.net)  
Mail : [ouvriersgensdici@free.fr](mailto:ouvriersgensdici@free.fr)  
Tél : 06-13-06-94-62